Le Havre, le 1er octobre 2024

**N/RÉF :** RJ : 2CIR – 13304

C « Exploitation»

SC « Article L.622-13 »

**Affaire suivie par :** Maxime JULIEN, maxime.julien@fhbx.eu

CD/MJU/OP

**2CIR**

40, rue des Chantiers

76600 LE HAVRE

A l’attention de Monsieur Stéphane LALOUELLE

**Par courriel**

Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-après, double de la lettre du 24 septembre 2024 reçue en mon Etude le 30 septembre 2024 de la société **LEASECOM** qui m’interroge en application des dispositions de l’article L.622-13 du code de commerce pour connaître mes intentions quant à la poursuite ou non du contrat.

Je vous remercie de m’indiquer expressément si ce contrat est nécessaire à la poursuite de l’activité ou s’il convient de le résilier.

Je vous remercie également de bien vouloir m’indiquer si vous acquiescez à la revendication du matériel objet dudit contrat par la société LEASECOM au moyen du coupon-réponse joint.

Dans l’hypothèse d’une poursuite, je vous remercie de m’adresser les prévisions de trésorerie le cas échéant actualisées justifiant les capacités de la société à honorer les prochaines échéances.

Dans l’hypothèse d’une résiliation vous voudrez bien vous mettre en rapport avec le cocontractant pour restituer le cas échéant le matériel objet du contrat tout en tenant informé le commissaire de justice.

Votre réponse devra me parvenir **au plus tard le 21 octobre 2024** afin de me permettre de répondre au cocontractant dans les délais légaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Cécile DÜR

 

**RJ : 2CIR**

**Article L.622-13 du code de commerce**

**Réf : LEASECOM**

**COUPON REPONSE**

**CONTRAT N°224L221981 - DEMANDE DE POURSUITE OU NON :**

[ ]  Contrat à poursuivre  [ ]  Contrat à résilier

[ ]  Demande délai complémentaire pour prendre position [ ]  1 mois

 [ ]  2 mois

**ACQUIESCEMENT OU NON A LA DEMANDE DE REVENDICATION :**

[ ]  Je reconnais que la société LEASECOM est propriétaire du matériel et acquiesce à la revendication du matériel

[ ]  Je n’acquiesce pas à la revendication du matériel pour la raison suivante :

**Précisions sur l’échéance en cas de poursuite :**

**Montant de l’échéance : …………………………………… €**

**[ ]  payable mensuellement [ ]  payable trimestriellement**

**Durée du contrat :**

**Début : ……………………………………………… Fin : …………………………….**

Date Signature et cachet de l’entreprise